

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

21 octobre 2003

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à l'organisation d'une consultation
populaire au sujet de la future Constitution
européenne**

(déposée par Mme Els Van Weert
et M. Geert Lambert)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

21 oktober 2003

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**tot organisatie van een volksraadpleging
over de toekomstige Europese Grondwet**

(ingediend door mevrouw Els Van Weert
en de heer Geert Lambert)

cdH	:	Centre démocrate Humaniste
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
ECOLO	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
FN	:	Front National
MR	:	Mouvement Réformateur
N-VA	:	Nieuw - Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti socialiste
sp.a - spirit	:	Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
VLAAMS BLOK	:	Vlaams Blok
VLD	:	Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 51 0000/000 : Document parlementaire de la 51^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif

QRVA : Questions et Réponses écrites

CRIV : Compte Rendu Intégral, avec à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (sur papier blanc, avec les annexes)

CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral (sur papier vert)

CRABV : Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)

PLEN : Séance plénière (couverture blanche)

COM : Réunion de commission (couverture beige)

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 51 0000/000 : Parlementair document van de 51^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer

QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden

CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (op wit papier, bevat ook de bijlagen)

CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)

CRABV : Beknopt Verslag (op blauw papier)

PLEN : Plenum (witte kaft)

COM : Commissievergadering (beige kaft)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :

Place de la Nation 2

1008 Bruxelles

Tél. : 02/ 549 81 60

Fax : 02/549 82 74

www.laChambre.be

e-mail : publications@laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :

Natieplein 2

1008 Brussel

Tel. : 02/ 549 81 60

Fax : 02/549 82 74

www.deKamer.be

e-mail : publicaties@deKamer.be

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le traité établissant une Constitution pour l'Europe (désignée ci-après par les termes « Constitution européenne »), préparé par la Convention européenne, marquera assurément l'histoire de l'Union européenne.

Il prévoit en premier lieu une extension des compétences de l'Union dans des domaines qui appartiennent à l'essence même de la souveraineté nationale, tels que le droit pénal et la politique étrangère et de sécurité. La Constitution européenne et le droit que créent les institutions de l'Union européenne viendront en outre chapeauter notre législation nationale, et même notre propre Constitution. L'incorporation de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dans la Constitution européenne n'est certainement pas non plus un élément négligeable. Ce sont principalement ces trois éléments, qui auront une incidence directe très marquée sur tous les citoyens de l'Union européenne, ainsi que les articles de la Constitution européenne concernant le Conseil de ministres, qui détermineront dans une large mesure la marge de manœuvre dont disposeront les États membres dans le processus décisionnel européen, qui nous incite à déposer la présente proposition de résolution.

Force est hélas de constater qu'à l'heure actuelle ce sujet n'est guère débattu au sein de la population. S'il y a plusieurs raisons à cette absence de débat, le fait que la population n'est pas ou guère informée au sujet de la Constitution européenne n'est assurément pas sans importance à cet égard. C'est ainsi qu'il ressort de l'eurobaromètre que 40% à peine des citoyens européens connaissent l'existence de la Convention européenne. On peut donc parler, selon nous, d'un grave déficit démocratique, d'autant qu'ainsi qu'il a déjà été souligné, la Constitution aura une incidence considérable sur la vie quotidienne de tous les citoyens de l'Union européenne.

Nous souhaitons associer davantage la population à l'élaboration de la Constitution européenne. Il ne nous paraîtrait que logique que les Belges puissent se prononcer au sujet d'une Constitution européenne qui prévaudra même sur leur propre Constitution. Lorsqu'il s'agit de modifier la Constitution belge, il faut suivre une procédure extrêmement lourde assortie de majorités spéciales et d'un appel aux urnes, de sorte que les citoyens sont ainsi associés à ces modifications constitutionnelles. Il serait illogique que la population ne puisse se prononcer de quelque manière que ce soit

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Het verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa (hierna aangeduid met de term «Europese Grondwet»), dat door de Europese Conventie werd voorbereid zal zeker een mijlpaal worden in de geschiedenis van de Europese Unie.

Vooreerst is er een bevoegdheidsuitbreiding aan de orde op terreinen die tot de kern van de nationale soevereiniteit worden gerekend, zoals het strafrecht en het buitenlands- en veiligheidsbeleid. Daarnaast zullen de Europese Grondwet en het recht dat de EU-instellingen vaststellen boven onze nationale wetgeving worden verheven, zelfs boven onze eigen Grondwet. Ook de opname van het EU-grondrechtenhandvest is zeker geen onbelangrijk element. Het zijn vooral deze 3 elementen uit de Europese Grondwet die een erg grote rechtstreekse invloed hebben op alle EU-burgers, alsook haar artikels over de Raad van Ministers die in sterke mate de handelingsruimte van onze deelstaten in het Europese besluitvormingsproces zullen bepalen, die ons ertoe bewogen om dit voorstel van resolutie in te dienen.

We moeten helaas vaststellen dat er momenteel erg weinig sprake is van enig debat rond dit onderwerp onder de bevolking. Hiervoor zijn er meerdere redenen, maar het feit dat de bevolking weinig of geen informatie omtrent de Europese Grondwet krijgt zal zeker een belangrijke rol spelen. Uit de Eurobarometer blijkt bijvoorbeeld dat amper 40% van de EU-burgers weet van het bestaan van een Europese Conventie. Wij menen te mogen spreken van een ernstig democratisch deficit, zeker omdat zoals we reeds aangaven, we hier spreken over een wezenlijke impact op het dagelijks leven van alle EU burgers.

Wij willen graag de betrokkenheid van de bevolking bij de totstandkoming van de Europese Grondwet versterken. Het is volgens ons niet meer dan logisch dat de Belgen zich kunnen uitspreken over een Europese grondwet die zelfs boven hun eigen Grondwet komt te staan. Indien de Belgische grondwet gewijzigd dient te worden, dan geldt hiervoor een omslachtige procedure met bijzondere meerderheden en een beroep op de kiezers waardoor de burgers bij die grondwetwijzigingen betrokken worden. Het zou onlogisch zijn indien de bevolking zich over deze Europese Grondwet op geen

sur cette Convention européenne. Nous considérons dès lors qu'il faut donner à la population l'occasion de faire connaître son avis par le biais d'une consultation populaire.

Nous estimons donc que les Belges doivent pouvoir se prononcer sur la teneur de la Constitution européenne dans le cadre d'un référendum. Malheureusement, notre Constitution ne permet pas encore actuellement d'organiser un référendum contraignant. Dans de nombreux autres États membres de l'Union européenne, cette matière fera en revanche bel et bien l'objet d'un référendum (contraignant). Un nombre sans cesse croissant d'États membres ont en effet introduit le référendum dans leur législation et ces États recourent de plus en plus souvent à cette possibilité de prendre en compte l'avis de la population, notamment à propos de thèmes ayant trait à l'intégration européenne. Il nous paraît que la Belgique ne peut pas se permettre de priver sa population de tout droit de participation, en particulier en ce qui concerne cette Constitution européenne.

Il n'est donc pas possible d'organiser un référendum décisionnel en Belgique, contrairement à une consultation populaire, qui n'est pas contraire à notre système de démocratie représentative. Il est donc plus que probable qu'une consultation populaire constitue l'alternative la plus valable.

Diverses enquêtes montrent que les Belges veulent vraiment se prononcer sur des décisions politiques importantes dans le cadre d'un référendum ou d'une consultation populaire. À cela s'ajoute que la Convention européenne même et le Parlement européen ont exhorté à organiser un référendum sur le projet de texte d'une Constitution européenne. Une consultation populaire n'est donc certainement pas un luxe inutile.

Étant donné que la consultation populaire n'est pas contraignante, nous estimons qu'il serait souhaitable de donner à son résultat une réelle valeur indicative. Il conviendrait que ce résultat serve de guide lorsque le parlement sera appelé à décider. Outre une consultation populaire, une campagne d'information pourrait nourrir le débat sur ce sujet important. Nous estimons qu'il conviendrait que cette campagne d'information débute au plus vite, de manière que les citoyens puissent encore se rendre compte des enjeux de ce débat avant la fin de la CIG (Conférence intergouvernementale). Nous estimons que les citoyens doivent avoir la possibilité, dans le cadre de cette campagne d'information, d'indiquer clairement à la délégation belge au sein de la CIG ce que veut la population belge, ce qui

enkele manier zou kunnen uitspreken. Wij vinden dan ook dan de bevolking de kans moet gegeven worden om zijn mening kenbaar te maken via een volksraadpleging.

Wij zijn dus van mening dat de Belgen zich via een volksraadpleging moeten kunnen uitspreken over de inhoud van de Europese Grondwet. Onze grondwet laat momenteel helaas nog geen ruimte voor een echt bindend referendum. In heel wat andere Europese lidstaten zal er echter wel degelijk een (bindend) referendum komen rond deze materie. Steeds meer lidstaten hebben het referendum immers in hun wetgeving opgenomen en er wordt in deze staten steeds meer gebruik gemaakt van deze mogelijkheid om de mening van de bevolking te laten tellen, niet in het minst met betrekking tot onderwerpen die te maken hebben met de Europese integratie. België kan het zich volgens ons niet veroorloven om zijn bevolking ieder recht tot inbreng te onzeggen, zeker niet met betrekking tot deze Europese Grondwet.

Een beslissingsreferendum kan dus niet in België, een consultatieve volksraadpleging behoort daarentegen wel tot de mogelijkheden. Een consultatieve volksraadpleging druist niet in tegen ons systeem van de representatieve democratie. Een volksraadpleging is dus meer dan waarschijnlijk het meest valabele alternatief.

Uit diverse enquêtes blijkt dat de Belgen zich wel degelijk willen uitspreken over belangrijke beleidsbeslissingen in een referendum of volksraadpleging. Daarbij komt dat de Europese Conventie zelf en het Europees Parlement hebben opgeroepen tot het houden van een referendum met betrekking tot de ontwerp-tekst van een Europese Grondwet. Een volksraadpleging is dus zeker geen overbodige luxe.

Aangezien de volksraadpleging niet bindend is, vinden wij het wenselijk om aan het resultaat een belangrijke signaalfunctie toe te kennen. Het resultaat zou moeten gelden als een leidraad voor de parlementaire beslissingen. Naast een volksraadpleging zou een informatiecampagne tevens een aanzet kunnen zijn tot meer debat rond dit belangrijke onderwerp. Deze informatiecampagne kan volgens ons best zo snel mogelijk van start gaan zodat de bevolking zich nog tijdens de IGC (Intergouvernementele Conferentie) kan vergewissen van wat er allemaal op het spel staat. Wij zijn van mening dat de burger binnen deze informatiecampagne de kans moet krijgen om de Belgische delegatie in de IGC duidelijk te maken wat de Belgische bevolking wil. Dit kan bijvoorbeeld via interactieve ini-

serait possible, par exemple, par le truchement d'initiatives interactives des pouvoirs publics, telles qu'un site web, etc. Étant donné qu'un nombre important d'autres États membres organisent encore simultanément les élections européennes et un référendum, une consultation populaire supplémentaire en Belgique renforcerait également la démocratie en Europe, ce qui n'est certainement pas sans importance dans une région se considérant comme une des plus démocratiques au monde.

Étant donné que la Constitution européenne est une convention mixte, nous estimons que les initiatives légales requises doivent être prises en collaboration avec les régions et les communautés. Même si une consultation populaire n'est pas contraignante, nous sommes d'avis que le résultat de celle-ci doit être considéré comme une recommandation importante adressée par la population aux organes législatifs de notre pays. Vu cette absence de contrainte, ces organes conservent donc la possibilité de ne pas tenir compte de ce résultat.

Il est par ailleurs évident que le déroulement de cette consultation populaire suppose l'établissement de règles fonctionnelles claires et que la législation relative aux élections européennes peut par exemple servir de fil conducteur pour l'organisation des bureaux de vote.

Au cours des jours et des semaines qui précèdent la consultation populaire, les pouvoirs publics doivent consacrer suffisamment de temps à la diffusion d'une information correcte et au débat sur le sujet.

La consultation populaire doit porter sur le texte du traité qui sera présenté par la CIG.

En plus d'organiser une campagne d'information à la fois intensive et neutre, les pouvoirs publics devraient veiller à ce que le texte du traité puisse être consulté, avant la consultation populaire, par tous les citoyens disposant du droit de vote. En outre, ils pourraient, par exemple, créer un site Internet proposant le texte du traité ou envoyer un résumé dudit texte à tous les citoyens ayant la qualité d'électeur. Pareilles initiatives permettent de fournir une quantité substantielle d'informations et incitent par ailleurs les citoyens à se rendre aux urnes.

La formulation de questions ouvertes dans le cadre d'une consultation présente à nos yeux un certain intérêt. Dans notre optique, il n'y a en effet guère de sens à se borner à demander de répondre simplement par oui ou par non, si l'on est pour ou contre le traité. Une commission indépendante composée, par exemple, de représentants de toutes les autorités de notre

tatiieven van de overheid zoals een webstek e.d.m.. Aangezien nog heel wat andere Europese lidstaten samen met de Europese verkiezingen een referendum organiseren, versterkt een aanvullende volksraadpleging in België mede de democratie binnen Europa. Dit laatste is zeker niet onbelangrijk in een regio die zichzelf tot de meest democratische ter wereld rekent.

Aangezien de Europese Grondwet een gemengd verdrag is, zijn wij van mening dat de nodige wettelijke initiatieven genomen dienen te worden in samenwerking met de gemeenschappen en de gewesten. Een volksraadpleging is niet bindend al dient volgens ons het resultaat beschouwd te worden als een belangrijk advies aan de wetgevende organen van ons land. Op deze manier behouden deze organen dus de mogelijkheid om het resultaat van de volksraadpleging naast zich neer te leggen.

Uiteraard dient er een duidelijke «kieswetgeving» te komen rond deze volksraadpleging. Natuurlijk kan de wetgeving voor de Europese verkiezingen als leidraad dienen voor wat betreft bijvoorbeeld de organisatie van de stembureaus e.d.m..

De overheid dient in de dagen en weken voor de volksraadpleging voldoende tijd te reserveren voor het verstrekken van de juiste informatie en het nodige debat. De volksraadpleging dient te handelen over de verdragstekst die door de IBC zal worden naar voren geschoven.

Naast een doorgedreven neutrale informatie-campagne zou de tekst van het verdrag voor de volksraadpleging voor alle kiesgerechtigde burgers ter inzage beschikbaar moeten zijn. Daarnaast zou de overheid bijvoorbeeld een website kunnen openen die tevens de tekst ter beschikking stelt, of er zou een samenvatting aan de kiesgerechtigde burgers kunnen worden gestuurd. Zulke initiatieven geven een substantiële hoeveelheid informatie en hebben daarnaast een opkomstbevorderend karakter.

Het lijkt ons zeker niet oninteressant om de vraagstelling bij een raadpleging open te trekken. Volgens ons heeft het weinig zin zich te beperken tot een simpele ja/nee vraag voor of tegen het verdrag. Een onafhankelijke commissie samengesteld uit bijvoorbeeld vertegenwoordigers van alle overheden van ons land alsook onafhankelijk experts zou in het leven kunnen

pays ainsi que d'experts indépendants, devrait pouvoir être mise sur pied afin d'élargir davantage la formulation des questions. Ces questions pourraient dès lors traiter aussi bien d'éléments développés de manière exhaustive dans le traité que de ceux qui, à l'inverse, ne le sont pas du tout. C'est le cas, par exemple, de la politique de défense commune. Nous estimons qu'il convient de la subordonner à une politique de sécurité plus large, qui privilégie la coopération internationale, les initiatives de paix et le désarmement. C'est le cas également des garanties nécessaires à prévoir contre des initiatives législatives de l'Union européenne visant à la privatisation de l'enseignement et des soins de santé.

La présente proposition de résolution vise à permettre à la population de se prononcer sur la future Constitution européenne et à lancer le débat sur cette Constitution au sein de la population, notamment en informant suffisamment les citoyens du contenu et de la portée de la Constitution en préparation.

worden geroepen om een ruimtere vraagstelling mogelijk te maken. Deze vragen kunnen dan zowel elementen behandelen die erg omvangrijk worden uitgewerkt in het verdrag alsook elementen waarvoor net het tegenovergestelde waar is. Dit geldt b.v. voor het gemeenschappelijk defensiebeleid, dat naar de opvatting van de indieners van deze resolutie ondergeschikt moet zijn aan een ruimer veiligheidsbeleid dat voorrang geeft aan internationale samenwerking, vredesinitiatieven en ontwapening, of voor het voorzien in de nodige waarborgen tegen de vermarkting door EU-wetgeving van onderwijs en gezondheidszorg.

Het is de bedoeling van de indieners van deze resolutie om de bevolking de kans te geven zich uit te spreken over de toekomstige Europese Grondwet en het debat rond deze Grondwet onder de bevolking aan te zwengelen ondermeer door de burgers voldoende informatie over de op stapel staande Grondwet aan te bieden.

Els VAN WEERT (sp.a-spirit)
Geert LAMBERT (sp.a-spirit)

PROPOSITION DE RÉOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. Vu l'ampleur des conséquences de l'entrée en vigueur de la future Constitution européenne;

B. Considérant que la population reçoit peu ou pas d'informations au sujet de cette Constitution;

C. Vu l'absence presque totale de débat au sujet du projet de traité établissant une Constitution européenne;

D. Constatant que, dans de nombreux États membres de l'Union européenne, un référendum sera organisé au sujet de la Constitution européenne;

E. Considérant que la population ne peut actuellement en aucune façon intervenir dans le débat portant sur la naissance d'une constitution qui primerait notre propre Constitution;

F. Considérant que le traité établissant une Constitution européenne, qui émanera de la Conférence intergouvernementale (CIG), sera un traité mixte;

G. Considérant que la Convention européenne et le Parlement européen ont lancé un appel en faveur de l'organisation d'un référendum au sujet de la future Constitution européenne;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT,

de prendre des initiatives afin de permettre l'organisation d'une large consultation populaire au sujet du traité établissant une Constitution européenne qui émanera de la CIG, ainsi que d'une campagne d'information sur le même sujet et d'effectuer en outre les démarches nécessaires pour qu'une collaboration avec les communautés et les régions puisse être instaurée dans cette matière.

1^{er} octobre 2003

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. Gelet op de belangrijke consequenties van de toekomstige Europese Grondwet;

B. Gelet op het feit dat de bevolking momenteel weinig of geen informatie rond deze Grondwet aangeboden krijgt;

C. Gelet op het feit dat er op dit moment zo goed als geen debat is over het door de Europese Conventie opgestelde ontwerp-verdrag tot vaststelling van een Europese Grondwet;

D. Gelet op de vaststelling dat er in heel wat lidstaten van de Europese Unie een referendum over de Europese Grondwet zal gehouden worden;

E. Gelet op het feit dat de bevolking zich momenteel op geen enkele manier kan mengen in het debat rond het ontstaan van een grondwet die boven onze eigen Grondwet komt te staan;

F. Gelet op het feit dat het uit de IGC voortkomende Verdrag tot vaststelling van een Europese Grondwet een gemengd verdrag zal zijn;

G. Overwegende dat de Europese Conventie en het Europees Parlement een oproep lanceerden tot het houden van een referendum rond de toekomstige Europese Grondwet;

VRAAGT DE REGERING,

initiatieven te nemen om een ruime volksraadpleging mogelijk te maken over het uit de IGC voortkomende Verdrag tot vaststelling van een Europese Grondwet gepaard gaande met een informatiecampagne rond hetzelfde onderwerp en daarnaast de nodige stappen te nemen om in deze materie een samenwerking met de gewesten en de gemeenschappen mogelijk te maken.

1 oktober 2003

Els VAN WEERT (sp.a-spirit)
Geert LAMBERT (sp.a-spirit)